

**Assemblée générale**

Soixantième session

Documents officiels

Distr. générale
8 novembre 2005
Français
Original: anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 22^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 24 octobre 2005, à 10 heures

Président : M. Butagira. (Ouganda)
puis : M^{me} Carvalho (Vice-Présidente). (Portugal)
puis : M. Butagira. (Ouganda)

SommairePoint 68 de l'ordre du jour : Questions autochtones (*suite*)

*Projet de résolution A/C.3/60/L.23 : Programme d'action pour la deuxième
Décennie internationale des populations autochtones*

Point 71 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme

(a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

05-56593 (F)



La séance est ouverte à 10 h 30.

Point 68 de l'ordre du jour : Questions autochtones
(suite)

Projet de résolution A/C.3/60/L.23 : Programme d'action pour la deuxième Décennie internationale des populations autochtones

1. **M^{me} Tincopa** (Pérou), présentant le projet de résolution au nom de ses auteurs ainsi que de l'Argentine et du Paraguay, déclare que ce projet vise l'application du programme d'action pour la deuxième Décennie internationale des populations autochtones, dont les cinq principaux objectifs sont d'aider à faire face aux problèmes qui se posent à ces populations.

Point 71 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (A/60/40, 44, 129, 336, 392 et 408-S/2005/626)

(a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (A/60/48, 215, 220, 273, 278, 284, 316, 325, et 351)

2. **M. Ndiaye** (Directeur, Bureau de New York du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme) déclare que le rapport du Secrétaire général sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (A/60/284) fournit des informations sur le nombre d'États qui ont ratifié ces instruments ou qui y ont adhéré, ainsi que sur les sessions convoquées pendant la période couverte par ce rapport par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'homme.

3. Dans le rapport annuel du Comité des droits de l'homme (A/60/40), qui porte sur la période allant du 1^{er} août 2004 au 31 juillet 2005, sont examinés 15 rapports périodiques et la situation d'un pays en l'absence d'un rapport de l'État partie. Le Comité note avec satisfaction que la plupart des États parties ont fourni des informations de suivi.

4. En application de sa procédure d'examen des plaintes individuelles, le Comité a adopté 27 observations sur des communications, déclarant trois communications recevables et 38 irrecevables. Il a

mis fin à l'examen de sept communications. Au total, 112 communications ont été enregistrées et, à la fin de la quatre-vingt-quatrième session, un total de 327 communications étaient en instance. Le Comité a continué de chercher à assurer l'application de ses observations à travers l'action du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations.

5. Le rapport annuel du Comité contre la torture (A/60/44) contenait des rapports sur ses trente-troisième et trente-quatrième sessions, au cours desquelles le Comité a examiné les rapports de neuf États parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et s'est prononcé sur 17 plaintes individuelles. Il a également adopté des directives pour la présentation de rapports initiaux par les États parties en vertu de l'article 19 de la Convention. D'après le rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention (A/60/220), 139 États ont adhéré à la Convention et 10 ont ratifié son protocole facultatif. Depuis la présentation de ce rapport, trois autres États ont ratifié le Protocole facultatif, qui doit entrer en vigueur après sa ratification par 20 États parties.

6. Le rapport du Secrétaire général sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (A/60/215) rend compte des recommandations adoptées par le Conseil d'administration à ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions, en particulier en ce qui concerne le nouveau cycle de financement, ainsi que des autres recommandations du Bureau des services de contrôle interne.

7. Le rapport du Secrétaire général sur l'état du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage (A/60/273) présente un aperçu de la situation financière et des activités de ce fonds. À sa dixième session, le Conseil d'administration a recommandé le financement de 25 projets dans 15 pays afin d'accorder une aide humanitaire, juridique et financière aux victimes de graves violations de leurs droits humains du fait de certaines formes contemporaines d'esclavage.

8. Le rapport du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (A/60/48) portait sur la deuxième session de ce comité, au cours de laquelle celui-ci a adopté des directives provisoires pour la présentation

des rapports initiaux par les États parties et déterminé ses méthodes de travail pour l'examen des rapports initiaux.

9. Dans leur rapport (A/60/278) sur leur dix-septième réunion, les présidents des organes de surveillance de l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme rendent compte de leur examen des travaux de ces organes. Des efforts complémentaires ont été consacrés à élaborer des méthodes de travail communes, notamment des procédures de suivi, leur interaction avec les institutions spécialisées et les ONG et des approches pour la présentation de rapports en retard. Une analyse comparative des méthodes de travail de ces sept organes a été présentée à la quatrième réunion intercomités de ces organes. Le rapport contient également une déclaration du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur son plan d'action (A/59/2005/Add.3) exprimant, en particulier, son intention de veiller à ce que soient élaborées des propositions relatives à la création d'un organe unifié chargé d'assurer les fonctions de suivi des sept organes actuels de surveillance de l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Ces propositions font actuellement l'objet d'amples consultations.

10. Le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la répartition géographique équitable dans la composition des organes de surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme (A/60/351) présente une analyse statistique détaillée de la composition par région géographique des organes de surveillance de l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme depuis 1970. Ce rapport fait suite à la résolution 59/181 de l'Assemblée générale.

11. **M. Takase** (Japon) déclare que son gouvernement est devenu partie aux six principaux traités relatifs aux droits de l'homme. Toutefois, il appartient à chaque pays de garantir que les droits décrits dans ces traités sont effectivement respectés et reconnus. Le système d'établissement de rapports est indispensable au respect des droits de l'homme, car il permet à la Commission de veiller au respect par chaque État partie de ses obligations et il offre l'occasion d'un dialogue périodique entre les gouvernements et les comités et avec la société civile. Cela dit, le système actuel d'établissement de rapports a besoin d'être modifié pour éliminer les répétitions qui apparaissent

dans les rapports, les retards de présentation et l'arriéré de rapports en attente d'examen par la Commission.

12. Le Japon est sensible aux efforts entrepris en vue d'améliorer l'efficacité des organes de surveillance de l'application des traités en coordonnant les méthodes de travail des comités et en rationalisant le système d'établissement de rapports, en particulier en ce qui concerne l'établissement de directives pour le renforcement des documents essentiels. Toutefois, sa délégation tient à rappeler que ces directives ne devraient en aucun cas imposer de nouvelles obligations aux États parties.

13. Étant donné que les sept organes de surveillance de l'application des traités comptent à eux tous 115 membres et que d'autres traités relatifs aux droits de l'homme seront vraisemblablement créés à l'avenir, il faut une réforme profonde et durable pour maximiser l'efficacité du système actuel. Le Japon attend avec intérêt le cadre conceptuel que prépare le Haut Commissaire au droits de l'homme et continuera d'appuyer de toutes les façons possibles les organes de surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme.

14. **M. Wibisono** (Indonésie), prenant la parole en qualité de Président de la Commission des droits de l'homme, déclare que la soixante et unième session de la Commission a réuni quelque 4 000 participants pour 930 manifestations publiques et privées, y compris des réunions d'ONG, de gouvernements et d'institutions nationales de défense des droits de l'homme. L'esprit constructif dans lequel se sont déroulés les travaux de la soixante et unième session a permis l'adoption d'un plus grand nombre de résolutions et de décisions par consensus. La Commission a adopté 85 résolutions, 18 décisions et 4 déclarations de présidents. Elle a également instauré plusieurs nouvelles procédures spéciales et élargi certains mandats.

15. La soixante et unième session a été marquée par une reconnaissance accrue des liens entre le droit international humanitaire et la Charte internationale des droits de l'homme. À titre d'exemple figure l'adoption de principes fondamentaux et de directives concernant le droit à un recours et à des réparations pour les victimes de violations grossières de la Charte internationale des droits de l'homme et de graves violations du droit international humanitaire, qui seront soumis à l'examen de l'Assemblée générale dans le courant de l'année. La Commission a également

approuvé un certain nombre de décisions de la Sous-Commission de la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris la nomination de rapporteurs spéciaux pour effectuer des études sur les questions de non-discrimination.

16. Les travaux de la Commission ont été complétés par un ensemble croissant de groupes de travail intersessions, dont plusieurs ont joué un rôle vital dans l'établissement de normes en matière de droits de l'homme. Le Bureau élargi s'est réuni régulièrement depuis la fin de la session annuelle pour examiner certaines questions telles que l'organisation de réunions de groupes de travail et la nomination de détenteurs de mandats au titre de procédures spéciales. Le système des procédures spéciales est un élément important des mécanismes mis en place par les Nations Unies pour la promotion et la protection efficaces des droits de l'homme.

17. La soixante et unième session a montré que la Commission pouvait prendre des dispositions pour relever les défis auxquels elle se trouve confrontée et qu'il était possible, avec la bonne volonté de tous, d'engager des débats sur les questions des droits de l'homme dans un esprit de coopération propice aux progrès. Cette session a également été l'occasion d'une discussion informelle sur la réforme des mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies, et en juin 2005, des consultations informelles ont eu lieu sur les recommandations concernant les droits de l'homme présentées dans le rapport du Secrétaire général.

18. Le débat engagé à la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme a continué de montrer qu'il importe de disposer d'un forum intergouvernemental où les différents intéressés puissent procéder à des échanges de vues et contribuer à promouvoir et à protéger les droits de l'homme à travers le monde. Il espère qu'il sera tenu compte de ces éléments positifs de la Commission lors de la création et de l'installation du Conseil des droits de l'homme. Ce forum renforcé devrait permettre à la communauté internationale de continuer à tirer parti des nombreuses réalisations de la Commission.

19. **M^{me} Tian Ni** (Chine) précise que la Chine est partie à 21 instruments internationaux des droits de l'homme et envisage sérieusement de ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que le Protocole facultatif à la Convention relative aux

droits de l'enfant concernant la participation des enfants aux conflits armés. Son gouvernement a fait de sérieux efforts, prenant des mesures législatives, judiciaires et administratives pour mettre en œuvre les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la Chine est État partie. La Chine a soumis son premier rapport au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; neuf rapports au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; six rapports au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes; trois rapports au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; deux rapports au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant; et un premier rapport au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. La Chine travaille actuellement à la préparation de ses quatrième et cinquième rapports combinés au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

20. La Chine entretient la communication et un dialogue ouvert avec les organes de surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme et a invité à plusieurs reprises des experts et des membres des comités pertinents à la visiter. Son gouvernement a également aidé les Régions administratives spéciales de Hong Kong et Macau à honorer les obligations que leur confèrent ces traités.

21. L'actuel système d'établissement de rapports est trop complexe et impose une charge excessive aux pays, surtout aux pays en développement. La Chine a pris note des recommandations formulées pour remédier à cette situation dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement du système des Nations Unies (A/57/387) et félicite les intéressés. En même temps, les réformes devraient éviter d'imposer des exigences encore plus compliquées et plus lourdes aux États Membres. Il faudrait alléger le système de présentation de rapports pour en améliorer l'efficacité. Il faudrait laisser plus de temps entre les rapports au titre de certaines conventions et, à moins d'un besoin spécial, il ne devrait pas être nécessaire de créer de nouveaux organes de surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme.

22. L'examen des rapports des États parties sur la mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme est un échange de vues auquel il est procédé sur un pied d'égalité, selon le principe de l'objectivité et de l'équité. Il faut que s'instaure un dialogue constructif mené dans un esprit de coopération. Il faut éviter toutes plaintes et critiques formulées contre les gouvernements des États parties sur la base d'accusations sans fondement ou déformant les faits. Les informations émanant de sources extérieures doivent donc être traitées avec précaution, et les conclusions et recommandations devraient tenir compte de la situation réelle des pays.

23. **M^{me} Núñez Mordoché** (Cuba) estime que certains pays développés ne cherchent pas à promouvoir et à protéger les droits de l'homme dans un esprit de dialogue et dans le respect des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, mais sont plus soucieux de défendre leurs propres intérêts géopolitiques. Ils continuent de dénoncer les autres tout en passant sous silence leurs propres violations des droits de l'homme. De plus, en cherchant à réformer le système des droits de l'homme, ils ne visent qu'à renforcer le rôle d'inquisiteurs qu'ils se sont attribué et à légitimer la poursuite de leur domination économique et militaire. Mais surtout, ils s'opposent aux efforts en vue de promouvoir la justice sociale car ils ne veulent pas perdre le contrôle qu'ils exercent sur les ressources naturelles des autres pays ou autoriser ces derniers à exercer pleinement leur droit à l'autodétermination. Ceux qui cherchent la justice sociale sont diffamés, et tous les moyens possibles, y compris le terrorisme, sont utilisés pour leur imposer le silence. Ces pays développés sont toujours les agresseurs, jamais les agressés, et tous les prétextes sont bons pour tirer profit de leur puissance militaire afin de maintenir leur domination sur les pays du Sud.

24. Les pays du tiers monde, pour leur part, ne peuvent exercer leur droit au développement car ils ne peuvent avoir accès au marché et aux nouvelles technologies et doivent supporter le lourd fardeau d'un énorme endettement. C'est ainsi que 1,2 milliard d'êtres au monde ne peuvent s'arracher à la pauvreté absolue. À Cuba, cependant, le peuple a repris le contrôle de sa destinée grâce au processus révolutionnaire. Il a édifié son propre système politique, économique et social fondé sur une participation démocratique effective qui a permis à tous les citoyens sans distinction de jouir pleinement

de leurs droits fondamentaux. Les difficultés qu'ils connaissent sont dues au blocus économique, commercial et financier que leur imposent les États-Unis.

25. Elle souligne que la raison de cette agressivité envers son pays est la crainte de l'exemple cubain, qui a montré qu'il était possible d'édifier une société juste et humaine. Depuis la révolution, il n'y a eu aucune preuve d'une seule exécution extrajudiciaire ni aucun cas de disparition de personne, et nulle personne détenue dans les prisons cubaines n'a jamais été humiliée ou terrorisée. Pourtant, l'Administration actuelle des États-Unis poursuit ses efforts en vue de mettre fin à l'indépendance de Cuba et de détruire la société cubaine. Pour conclure, elle ajoute que la coopération dans le domaine des droits de l'homme ne peut être renforcée sans une volonté politique de dialogue et de respect mutuel entre le nord et le sud, et sans l'abandon du système de deux poids, deux mesures.

26. **M. Ritter** (Liechtenstein) souligne l'importance des deux décisions récentes de doubler les ressources du Haut Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) au cours des cinq prochaines années et de créer un Conseil des droits de l'homme. Il se félicite de la volonté exprimée dans le Document final du Sommet de renforcer le système des organes de surveillance de l'application des traités, qui a perdu peu à peu de son efficacité. Le processus d'établissement de rapports, qui est la base du dialogue permanent entre les États parties et ces organes, a besoin d'être amélioré, notamment par l'établissement de rapports mieux focalisés et un dialogue plus actif entre les pays et le HCDH. En apportant une aide non seulement pour le processus d'établissement de rapports mais aussi pour le suivi, le HCDH permettrait aux organes de surveillance de l'application des traités de recevoir des pays des informations précises et pertinentes et de formuler des conclusions qui pourraient déboucher sur des actions au niveau des pays.

27. Alors même qu'il pourrait être remédié aux problèmes essentiels qui se posent au système des organes de surveillance de l'application des traités par des mesures d'allègement et des modifications de procédure, un meilleur HCDH contribuerait à renforcer la capacité d'établissement de rapports, et des visites de membres de ces organes aux pays faciliteraient l'établissement d'un dialogue entre les États parties et ces organes.

28. La création proposée non seulement d'un système unifié mais aussi d'un organe unifié ferait courir le risque de faire perdre aux conventions leur spécialisation sur une catégorie donnée de droits. En revanche, la création d'un organe unique pour suivre l'application des deux chartes relatives aux droits de l'homme témoignerait de l'indivisibilité et de l'interdépendance de tous les droits humains et mérite donc examen.

29. **M. Werema** (République-Unie de Tanzanie) annonce que son gouvernement a entrepris des réformes juridiques afin de promouvoir la justice sociale, l'égalité et le respect des lois par des services juridiques compétents et accessibles aux pauvres et aux personnes défavorisées. Il adoptera une approche globale pour renforcer le respect des droits de l'homme et des normes internationales concernant le VIH/sida, réduire les abus de pouvoir, éliminer la discrimination à l'égard des femmes et renforcer le système du pays pour l'administration de la justice.

30. Son gouvernement a lancé un programme de sensibilisation aux droits de l'homme parmi les fonctionnaires et au sein des organes de police. Une commission nationale des droits de l'homme et de la bonne gouvernance a été chargée de renforcer les capacités des organisations non gouvernementales en matière de surveillance et de notification des violations des droits de l'homme.

31. Son gouvernement a également adopté une stratégie nationale afin de réduire la corruption, notamment par la simplification des procédures administratives. Il a également pris des mesures d'habilitation de la société civile en lui faisant prendre conscience de ses droits, notamment en faisant traduire des documents en swahili, en diffusant des brochures et des affiches et en mettant en place un mécanisme de dépôt de plaintes contre les agents corrompus. Le Président tient le public régulièrement informé des mesures prises par le Gouvernement, à travers son cabinet et les médias, et pratiquement chaque ministère a un haut fonctionnaire chargé des relations publiques.

32. Les rapports soumis aux organes de surveillance de l'application des traités restent l'élément essentiel du contrôle de l'application pleine et effective des normes en matière de droits de l'homme. Sa délégation affirme sa détermination à honorer les obligations que lui confèrent divers instruments des Nations Unies de faire rapport et attend avec intérêt l'établissement de

directives de rédaction d'un document élargi destiné à aider les États à rendre compte de l'application des normes en matière de droits de l'homme dans un document de synthèse. Les pays en développement comme la Tanzanie ont besoin d'aide pour remplir les demandes de données ventilées et répondre aux conditions exigées. Sa délégation invite donc les États Membres à faciliter le renforcement de l'aptitude des gouvernements nationaux à travailler avec les organes de surveillance de l'application des traités et exhorte ces organes à rechercher des méthodes de travail qui permettent de réduire le délai qui s'écoule entre la présentation d'un rapport et son examen par un comité donné.

33. En outre, sa délégation demande instamment aux États Membres de remédier à l'insuffisance de représentation des femmes dans les organes de surveillance de l'application des traités. Enfin, son gouvernement réitère son appui au Haut Commissariat aux droits de l'homme et attend avec anticipation la création du Conseil des droits de l'homme.

34. **M. Labbé** (Chili) se réfère à la réaffirmation dans le Document final du Sommet que les droits de l'homme sont universels, indivisibles, étroitement liés les uns aux autres et interdépendants et se renforcent mutuellement, et doivent être traités équitablement et sur un pied d'égalité les uns par rapport aux autres, et qu'il incombe aux États de les promouvoir et de les protéger. La décision de créer un Conseil des droits de l'homme est un élément essentiel de la réforme des Nations Unies; les droits de l'homme, leur promotion et leur protection doivent être intégrés aux politiques nationales.

35. Les conclusions de la dix-septième réunion des présidents des organes de surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme devraient permettre d'améliorer le fonctionnement de ces organes. Les procédures d'établissement de rapports gagneraient à être simplifiées, et le délai entre la présentation des rapports et leur examen par les comités compétents devrait être réduit. Par ailleurs, il importe de continuer à examiner les liens entre la sécurité humaine et les droits de l'homme, tant il est vrai que la sécurité, le développement et les droits de l'homme sont les trois piliers des Nations Unies.

36. Le Chili contribue activement aux efforts de la communauté internationale en vue de promouvoir les droits de l'homme, dont il approuve le développement

progressif comme il a approuvé l'adoption de nouveaux instruments internationaux destinés à renforcer la protection de la dignité humaine. À l'échelon national, après la période de massives violations des droits de l'homme qu'a connue le pays, cette préoccupation est primordiale pour les Chiliens, comme en témoignent la création, dans les années 90, d'une Commission nationale pour la vérité et la réconciliation et l'établissement de voies pour un dialogue entre la société civile et l'armée, qui a débouché sur la publication d'un rapport sur la torture. Faisant suite à cette publication, le Gouvernement a présenté récemment une proposition au Congrès national pour la création d'un Institut des droits de l'homme.

37. Son pays a proposé l'établissement de principes fondamentaux et de directives concernant le droit à un recours et à des réparations pour les victimes de violations grossières de la Charte internationale des droits de l'homme et de graves violations du droit international humanitaire, adoptés dans un premier temps par la Commission des droits de l'homme, puis par le Conseil économique et social. Le texte final de ce document, qui n'impose pas de nouvelles obligations et offre un large champ d'application, pourrait aider utilement les victimes de telles violations.

38. **M. Shin Kak-soo** (République de Corée) se déclare favorable à l'idée d'un document de base élargi permettant de rationaliser les obligations de faire rapport. Les États auraient ainsi moins de mal à honorer leurs obligations. Un groupe de travail technique pourrait être créé pour veiller à l'intégrité de ces rapports.

39. L'examen périodique envisagé du Conseil des droits de l'homme ne devrait pas faire double emploi avec les travaux des organes actuels de surveillance de l'application des traités, mais plutôt, ces deux mécanismes devraient se renforcer mutuellement. L'établissement d'un Conseil des droits de l'homme est étroitement lié à la réforme des organes de surveillance de l'application des traités et à l'harmonisation de leurs travaux.

40. Il se déclare préoccupé par l'arriéré de rapports et la persistance de non-présentation de rapports et appuie un système bicaméral pour les autres organes de surveillance de l'application des traités, comme celui adopté par le Comité des droits de l'enfant. C'est

pourquoi la République de Corée appuie une résolution dans ce sens à propos du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

41. L'harmonisation du système de présentation de rapports et la fourniture d'une assistance technique devraient encourager les États parties à se conformer en temps voulu à leurs obligations de présenter des rapports, réduire l'arriéré et favoriser un suivi plus significatif. Il conviendrait d'accroître le nombre de recommandations formulées à l'intention de pays donnés et de réduire ainsi le délai entre ces recommandations et leur application à l'échelon national, et il serait bon que les organes de surveillance de l'application des traités examinent les données concernant cette application et les publient régulièrement dans leurs rapports. L'établissement d'un organe unique permanent mérite également examen.

42. **M. Sin Son Chol** (République populaire démocratique de Corée) déclare que depuis 2000, son gouvernement a soumis des rapports sur l'application de quatre instruments des droits de l'homme. Plusieurs lois nationales ont ainsi été amendées ou complétées, et l'âge minimum pour la peine de mort a été relevé à 18 ans. De plus, une délégation du Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant a visité le pays en 2004.

43. Les organes de surveillance de l'application des traités obtiendraient davantage d'appui et de coopération des États parties s'ils accéléraient l'examen des rapports, de manière que les États disposent des quatre ou cinq années habituelles pour préparer le rapport suivant, au lieu d'un ou deux ans seulement. À ce propos, son gouvernement se félicite de la décision du Comité sur les droits de l'enfant de former deux groupes pour examiner les rapports, ainsi que de la proposition du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de commencer à se réunir trois fois par an.

44. Les conclusions devraient être tirées sur la base d'un dialogue avec les délégations officielles des divers États. À l'occasion, les conclusions font allusion à des questions qui n'ont jamais été traitées lors de l'examen des rapports, de sorte qu'il est difficile aux États d'appliquer les recommandations.

45. Selon **M. Barazanji** (Iraq), l'Iraq attache une grande importance aux instruments des droits de l'homme et s'efforce d'aligner sa législation nationale en matière de droits de l'homme sur les normes

internationales. Le projet de constitution iraquienne affirme l'attachement de l'Iraq aux conventions internationales relatives aux droits de l'homme auxquelles le pays est déjà partie, et le Gouvernement a l'intention d'adhérer aux autres traités régionaux et internationaux pertinents. Cela dit, la diffusion d'une culture des droits de l'homme nécessite des efforts concertés de sensibilisation du public. Trop de gens ne sont pas conscients de leurs droits mais connaissent trop bien les moyens de refuser de reconnaître ces droits aux autres. Il faut une plus grande sensibilité aux droits de l'homme et l'imposition de peines plus lourdes à ceux qui violent ces droits si l'on veut assurer le respect des engagements définis dans les instruments internationaux des droits de l'homme.

46. *M^{me} Carvalho (Portugal) assume la présidence.*

47. **M. Limon** (Suriname), parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), déclare que les membres de cette communauté sont attachés à la promotion des droits de l'homme et ont adhéré à un certain nombre ou à l'ensemble des principaux instruments des droits de l'homme ou les ont ratifiés. S'ils reconnaissent que l'obligation de présenter des rapports constitue un moyen important de suivre l'application de ces instruments, ils tiennent à faire valoir que ce processus est coûteux pour les petits États aux ressources humaines et financières limitées. C'est pourquoi la CARICOM demande un accroissement de la coopération technique afin d'aider les États à renforcer leur capacité d'établissement de rapports ou à appliquer les recommandations des organes de surveillance de l'application des traités.

48. La CARICOM estime que la lutte contre le terrorisme devrait être menée conformément au droit international humanitaire et réaffirme sa ferme objection à l'usage de la torture et des autres traitements inhumains ou dégradants au nom du contre-terrorisme. Elle se félicite de la récente nomination d'un Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et des efforts consacrés à combattre le terrorisme et espère que le Rapporteur spécial fera des recommandations concrètes à cet égard. Elle souhaiterait également que soit présentée une analyse de l'impact de la lutte contre le terrorisme sur les groupes vulnérables tels que les enfants et les minorités, notamment sur leurs droits économiques, sociaux et culturels.

49. Il conviendrait d'accorder la même attention à l'impact de la mondialisation sur la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il est essentiel de déterminer comment utiliser la mondialisation pour promouvoir et protéger les droits en général et le droit au développement en particulier. Il faut trouver une solution durable aux problèmes de la dette des pays en développement et des perspectives de marché pour les pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement, et démocratiser les institutions financières internationales.

50. La CARICOM attache beaucoup d'importance aux arrangements régionaux mis en place pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et se réjouit du fait que le Haut Commissaire aux droits de l'homme coopère au renforcement des capacités nationales des pays de la région Amérique latine et Caraïbes.

51. La CARICOM est favorable à une réforme d'ensemble du mécanisme de protection des droits de l'homme dans le cadre de la réforme générale des Nations Unies, afin de faire en sorte que les principes consacrés par la Charte soient pleinement respectés. La communauté internationale a besoin de créer un mécanisme efficace de protection des droits de l'homme qui conserve les éléments positifs du mécanisme actuel et tienne compte des préoccupations inspirées par la sélectivité, l'application de deux poids deux mesures et la politisation. Il importe également de faire face aux causes profondes de la perte de crédibilité et d'efficacité des mécanismes actuels de protection des droits de l'homme.

52. La CARICOM réitère son attachement à la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne de 1993 et les instruments plus récents de protection des droits de l'homme.

53. **M. Southcott** (Australie), parlant également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, déclare que ces trois délégations sont fermement attachées à l'amélioration du fonctionnement des organes de surveillance de l'application des traités, en tant que moyen concret de promotion et de protection des droits de l'homme. Leurs gouvernements déplorent le degré de répétition dans les travaux des comités et souhaitent

voir ces répétitions diminuer dans la mesure du possible. Le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont examiné les idées de réforme présentées par le Haut Commissaire aux droits de l'homme dans son plan d'action et estiment que sa proposition relative à un organe unifié et permanent de surveillance de l'application des traités mérite un sérieux examen.

54. Ces trois gouvernements s'emploient activement depuis plusieurs années à promouvoir des améliorations du système de surveillance de l'application des traités, notamment à travers des ateliers sur la réforme réunissant des représentants de 30 pays des différentes régions, du Haut Commissariat aux droits de l'homme et des organes de surveillance de l'application des traités eux-mêmes. Ils se félicitent du fait qu'un grand nombre des conclusions de ces ateliers soient inscrites à l'ordre du jour de la réforme de ces organes.

55. Le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie s'associent à l'appel en faveur d'un allègement des procédures d'établissement de rapports et soutiennent l'initiative du Haut Commissariat aux droits de l'homme concernant l'établissement de directives visant à harmoniser les conditions imposées à l'établissement de rapports sur les divers traités. Leurs délégations se félicitent du dialogue engagé avec les États sur les méthodes de travail et du fait que les comités ayant un arriéré de rapports en attente d'examen examinent la possibilité de prendre des mesures synergiques pour faire face à ce problème. Elles encouragent également la poursuite de la pratique consistant à partager des listes de questions avec les États avant l'examen de leurs rapports.

56. Des améliorations pourraient encore être apportées à de nombreuses pratiques des États et des organes de surveillance de l'application des traités. Il serait souhaitable d'harmoniser les pratiques des comités; de réduire les répétitions; d'établir des calendriers de présentation de rapports qui tiennent compte de la capacité d'examen de ces rapports par les comités; et de veiller à ce que les comités fassent preuve de constance et de transparence dans le traitement des informations qu'ils reçoivent des organisations non gouvernementales.

57. L'intégrité et l'efficacité des organes de surveillance de l'application des traités dépendent aussi du niveau de compétence des experts affectés aux comités. Il appartient donc aux États de nommer des

experts véritablement indépendants, possédant les compétences voulues en matière de droits de l'homme.

58. **M^{me} Bendeck** (Honduras) déclare que son pays a ratifié la plupart des traités internationaux de protection et de promotion des droits de l'homme et créé un comité national des droits de l'homme chargé de garantir le respect des droits et des libertés consacrés dans la Constitution hondurienne et dans les conventions et les traités internationaux.

59. La mondialisation a entraîné la propagation du crime organisé aux échelons national et international, et il est alarmant de constater que la situation s'est détériorée à un tel point que les autorités locales négligent les droits de l'homme et les libertés les plus élémentaires. Figurant lui-même au nombre des victimes de cette dégradation, le Honduras aimerait voir s'instaurer une coopération internationale plus étroite pour la lutte contre le crime transnational.

60. L'aggravation de la pauvreté, la détérioration des valeurs familiales, le chômage et le manque de perspectives pour les éléments les plus pauvres de la société poussent les jeunes à se livrer à des activités illégales ou à s'associer à des bandes. Pour aider à combattre ce problème, le Gouvernement hondurien a invité le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à suivre la situation avec les autorités nationales. Le Honduras applique avec succès les mesures et les accords qui résultent de cette coopération, de même que les recommandations figurant dans le compte rendu du Rapporteur spécial.

61. Le Gouvernement hondurien est favorable à la création du Conseil des droits de l'homme comme moyen de garantir les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. La Déclaration universelle des droits de l'homme et tous les instruments internationaux pertinents. Toutefois, il déplore le fait qu'en raison d'autres engagements, le Président de la Troisième Commission n'ait pu participer aux pourparlers pour la création de ce conseil. Le Honduras a demandé que le Président s'efforce de tenir la Commission informée du déroulement des négociations que mène actuellement le Président de l'Assemblée générale et qui touchent directement l'existence et le programme de travail de la Troisième Commission.

62. **M. Salgueiro** (Portugal) estime que les droits économiques, sociaux et culturels n'ont pas été considérés comme des droits humains au plein sens du

terme et ont été traités avec prudence ou scepticisme. À la différence des victimes de la torture, de la détention arbitraire et de violations de la liberté de parole ou de religion, les victimes de malnutrition chronique, d'une grave insuffisance de soins de santé et de l'absence totale de possibilités d'éducation n'ont pas le droit de réclamer auprès des instances internationales.

63. Pourtant, nombre de traités internationaux et de systèmes régionaux relatifs aux droits de l'homme considèrent à présent les droits sociaux et économiques comme légalement contraignants. De plus, les constitutions de douzaines de pays de toutes les régions du monde protègent les droits économiques, sociaux et culturels. Au même titre que les droits civils et politiques, les droits économiques et sociaux doivent souvent être appuyés par des voies de recours légales. La plupart sinon la totalité des droits de l'homme inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme comportent des éléments justiciables. Sa délégation espère que le Groupe de la Commission des droits de l'homme, travaillant à un protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, effacera les disparités de traitement entre ces deux ensembles de droits de l'homme. L'adoption d'un protocole facultatif conférerait une signification pratique aux droits défendus par ce pacte, qui restent illusoire pour des millions de personnes à travers le monde.

64. **M^{me} Pi** (Uruguay) déclare que l'adoption de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et de la Convention interaméricaine sur les disparitions forcées témoigne de l'importance que les États Membres attachent à cette question. Cet instrument offrira un moyen efficace de combattre le crime odieux que représentent les disparitions forcées à l'échelle internationale.

65. Le projet de convention stipule que la pratique systématique de la disparition forcée des personnes constitue un crime de lèse-humanité. Aux termes de ce projet de convention, les États s'engagent à ne pas tolérer la disparition forcée des personnes, à enquêter immédiatement sur toute plainte pour disparition forcée et à définir la disparition forcée dans leur droit pénal comme délit d'un type particulier que rien ne justifie, pas même l'obéissance à un ordre. Sa délégation exhorte les États à adopter ce projet de convention et à le soumettre à la Commission des droits de l'homme.

66. La torture est un autre fléau qu'il faut combattre par l'éducation et des mesures de prévention ainsi que par le châtement et la rééducation. Sa délégation, qui a ratifié les conventions pertinentes contre la torture, y compris la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture, ajoute à sa législation pénale un projet de loi visant à définir la torture comme un délit justiciable de peines appropriées, tenant compte de l'extrême gravité de l'acte, et devant faire l'objet du paiement de réparations aux victimes et à leurs familles.

67. Enfin, fidèle à son engagement à faire respecter les droits de l'homme, son gouvernement a établi une section des droits de l'homme au sein du Ministère de l'éducation et de la culture, et prend les dispositions nécessaires en vue de créer une institution nationale indépendante qui sera chargée de veiller au respect des droits fondamentaux de la population.

68. **M^{me} Filip** [Union interparlementaire (UIP)] indique que comme leurs travaux, en particulier leur travail législatif, a une incidence directe sur l'aptitude des populations à jouir de leurs droits fondamentaux, l'UIP encourage les parlements à créer des organismes chargés spécifiquement de traiter de ces droits. Il ressort des enquêtes de l'UIP que c'est ce que font un nombre croissant de parlements depuis 1993. En mars 2004, l'UIP, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont tenu un séminaire à l'intention de leurs membres, où a été posée la question de leur coopération avec les mécanismes régionaux et internationaux de contrôle du respect des droits de l'homme, en particulier des organes de surveillance de l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les travaux de ce séminaire ont montré que beaucoup de ces institutions n'avaient pas de rapports avec ces mécanismes, n'avaient pas été informés de leurs travaux par leurs gouvernements ou par les organes de surveillance de l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et, dans certains cas, n'avaient même pas connaissance de leur existence. Cela vaut également pour les rapporteurs spéciaux.

69. Le Comité parlementaire sud-africain des droits de l'enfant est un modèle à suivre. Tous les rapports nationaux soumis au Comité des droits de l'enfant doivent donner lieu à un débat. Ainsi, ces rapports

reflètent tous les points de vue et, en particulier, ceux de la société civile. Des membres de ce comité parlementaire figurent dans la délégation nationale aux sessions du Comité des droits de l'enfant, ce qui leur permet de mieux comprendre les recommandations présentées par ce comité et de mieux veiller à leur application.

70. Tous les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme et, en particulier, les organes de surveillance de l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et les rapporteurs spéciaux, ont beaucoup à gagner à coopérer plus étroitement avec les organes parlementaires de défense des droits de l'homme ou les commissions parlementaires compétentes. L'UIP cherche à établir ou à renforcer cette coopération au moyen de séminaires réguliers et par la publication de manuels à l'usage des parlementaires. L'UIP et le HCDH ont publié récemment un manuel détaillé sur les droits de l'homme à l'intention des parlementaires.

71. *M. Butagira (Ouganda), Président, reprend la présidence.*

72. **M. Buff** [Comité international de la Croix-Rouge (CICR)] déclare que de nombreuses familles se trouvent séparées par la violence des conflits armés. Le CICR a invoqué les principes et les règles du droit international humanitaire pour empêcher les séparations. Sa délégation note avec satisfaction que le programme d'action humanitaire, adopté par la Conférence internationale de décembre 2003 de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a mis particulièrement l'accent sur la question des personnes portées disparues.

73. Le CICR s'efforce d'aider les membres des familles dispersées par les conflits armés à rétablir le contact, et a notamment distribué plus de 1,3 million de messages et localisé plus de 6 000 personnes qui avaient fait l'objet du lancement d'un avis de recherche par leurs familles.

74. Le CICR accueille avec enthousiasme la conclusion relative à l'établissement d'une convention pour la protection des personnes contre les disparitions forcées et se félicite des résultats obtenus par le groupe de travail à composition non limitée chargé de rédiger un instrument normatif légalement contraignant pour la protection de toutes les personnes contre la disparition forcée.

75. Tout doit être fait pour faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues dans le cadre d'un conflit armé ou d'autres situations de violence. Les personnes privées de leur liberté doivent pouvoir communiquer avec leurs familles. Quelque légitimes que soient les raisons de la détention d'une personne, nul n'a le droit de garder secret l'endroit où elle se trouve, de ne pas révéler si elle est morte ou en vie ou de nier le fait qu'elle est détenue. De tels actes vont à l'encontre des principes fondamentaux du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

76. La prévention des disparitions forcées est l'un des principaux buts des visites du CICR aux personnes détenues dans le cadre d'un conflit armé ou d'autres situations de violence. Le CICR enregistre les noms des détenus auxquels il rend visite, afin de ne pas perdre leur trace. Les représentants du CICR ont également des entretiens en privé avec les détenus, afin de s'informer de leurs conditions de détention et de la façon dont ils sont traités. Pour beaucoup de détenus, ces visites régulières sont le seul contact qu'ils ont avec le monde extérieur.

La séance est levée à 12 h 50.